

Macron prend le risque de fracturer le pays



[Source : Le courrier des stratèges (lecourrierdesstrateges.fr)]

Par Éric Verhaeghe

Dans son allocution de 27 minutes prononcée hier à la télévision, Emmanuel Macron a annoncé des mesures très autoritaires pour l'été : obligation vaccinale pour les soignants et d'autres professions « au contact du public » (on attend de voir si les enseignants seront concernés) et utilisation du pass sanitaire dans les restaurants, les cafés, les théâtres, les cinémas. Il a également annoncé une réforme des retraites après l'épidémie. Cette stratégie d'exclusion a suscité de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux. Reste à savoir si elle conduira à une fracture ouverte du pays.



Les annonces d'Emmanuel Macron hier soir ont surpris par leur autoritarisme et leur détermination. Elles constituent un véritable test sur l'intensité de l'opposition populaire au président de la République.

Macron annonce l'exclusion des non-vaccinés

Les annonces d'hier sont sans ambiguïté. Pour l'instant, l'obligation vaccinale est limitée aux personnels soignants et à quelques professions en contact avec le public (le sort des enseignants ne manquera pas d'intéresser...). Mais le Président a évoqué une possible généralisation à toute la population. Surtout, les non-vaccinés seront exclus de fait de la vie sociale : leur accès aux cafés, aux restaurants, aux théâtres, au cinéma, aux avions, aux trains, sera supprimé.

Cette mesure autoritaire, largement approuvée dans la caste, devrait marquer les partenaires de la France par sa rigueur et son « innovation ». Elle constitue un précédent majeur dans le concert des nations démocratiques, aux antipodes du Freedom Day décidé par Boris Johnson.

Un effet immédiat sur les prises de rendez-vous

Dès la fin de l'allocution présidentielle, le site de prise de rendez-vous pour la vaccination Doctolib a « explosé ». Près d'un million de Français auraient pris rendez-vous dans la soirée pour recevoir une dose de vaccin.

Il ne reste plus qu'à en convaincre 32 millions supplémentaires. Mais l'objectif de pousser le « ventre mou » des non-vaccinés à recevoir leur dose pourrait avoir avancé.

La contestation bondit

Dans le même temps, les réseaux sociaux se sont embrasés, notamment sous l'effet des non-vaccinés qui ont annoncé leur intention de résister à la mesure présidentielle. Différentes manifestations pourraient avoir lieu dès le 14 juillet. Le défilé militaire sera d'ailleurs réservé aux détenteurs d'un pass sanitaire.

La question est de savoir si l'exclusion des vaccinés suscitera une crise politique ou pas. Les semaines qui viennent, et même les jours qui arrivent, avec le dépôt imminent d'un projet de loi, donneront une bonne représentation de l'état des forces en France.